



Regards sur l'Asie

LA CHRONIQUE d'Arnaud Rodier

Tsunami, six mois et huit-cents chantiers

« Thank you. » Ces deux mots barraient les tee-shirts de tous les Indonésiens venus, fin juin à Aceh, commémorer les six premiers mois de la remise en état des terrains ravagés par le tsunami du 26 décembre dernier. « Nous voudrions remercier le monde, tous les volontaires, chacun, noir, blanc, petit, grand, homme, femme, pour son assistance », insistait Kuntoro Mangkusubroto, chef des opérations de reconstruction à Sumatra.

Les tee-shirts avaient été fabriqués à la hâte. La débrouillardise et une certaine manière de conjurer le sort par tous les moyens font partie de la vie en Indonésie. Au lendemain des émeutes meurtrières de Jakarta, au début de l'été 1998, un grand hôtel de la capitale n'avait pas hésité à offrir à ses clients qui venaient payer leur note avant de partir un autre tee-shirt sur lequel était écrit en rouge : « *J'y étais, je reviendrai.* »

Le week-end prochain, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice se rendra à Phuket, au sud de la Thaïlande, pour faire le point de la situation dans la région. Elle rencontrera le premier ministre Thaksin Shinawatra. En espérant qu'il aura oublié la gaffe dont elle s'était rendue coupable début 2005, lorsqu'elle affirmait que le raz-de-marée avait été une « *merveilleuse occasion de montrer, au-delà du gouvernement des Etats-Unis, le cœur du peuple américain* ». Ajoutant même : « *Je pense que les dividendes en ont été importants pour nous* » !

La Banque mondiale, qui vient de publier un volumineux rapport sur l'état réel des lieux à Aceh et dans l'île de Nias, à l'ouest de Sumatra, est nettement moins enthousiaste. « *Le pari pour la reconstruction reste intimidant* », avoue-t-elle sans se voiler la face. « *Le montant to-*

tal des projets représente environ 3 milliards de dollars, dont 1,4 milliard pour les habitations et les infrastructures et 900 millions pour les secteurs sociaux », calcule-t-elle. Mais elle ajoute aussitôt : « *Parmi les 800 chantiers recensés, il y a beaucoup de fragments qu'il faut rassembler pour construire une image cohérente.* »

Plus de 150 000 morts à Sumatra, 127 000 maisons détruites et autant d'endommagées, plus de 500 000 personnes sans toit, 7 hôpitaux hors service, 26 centres médicaux à terre, 1 488 écoles effondrées, 230 kilomètres de routes impraticables, 9 ports totalement défoncés, la moitié des installations de pêche inutilisables... La liste des dégâts n'en finit pas. Remettre les habitations sur pied est la première des priorités. Mais le problème est qu'il ne suffit pas de bâtir des logements d'urgence. Il faut planifier une nouvelle urbanisation, susceptible de durer.

Elle ne va pas sans les aménagements autour, l'eau et les installations sanitaires en particulier. Quelque 30 millions de dollars devront être déboursés pour les remettre en service. Il est également nécessaire de rétablir l'électricité. La note, pour la seule première étape, est évaluée à 80 millions de dollars. Il en faudra presque trois fois plus pour celle des télécommunications, 200 millions de dollars. Et ces chantiers supposent la réhabilitation des transports. Impossible de circuler. Des dizaines de ponts sont détruits, l'asphalte des routes a fondu dans la mer, les aéroports qui assuraient les liaisons avec Java, la Malaisie, Singapour sont hors d'usage.

Le gouvernement indonésien a voté un budget de 875 millions de dollars pour les opérations

qui doivent être effectuées cette année. Il est notoirement insuffisant. Pas moins de 150 000 élèves et étudiants sont privés d'infrastructures scolaires et attendent de pouvoir reprendre les cours. Soigner les malades ressemble au parcours du combattant tant les lits d'hôpitaux manquent partout. Les pêcheries, l'agriculture et, d'une manière générale, toutes les petites entreprises qui faisaient vivre des familles entières sont toujours sinistrées. Les pertes dans ces trois domaines atteindraient 1 milliard de dollars, estime la Banque mondiale, dont plus de 500 millions pour la pêche seule.

La reconstruction est trop lente, les efforts, insuffisants, accuse l'Union européenne. A ce rythme, Aceh ne relèvera pas la tête avant cinq ans et il faudra déboursier pas moins de 9 milliards de dollars, prédisent les Nations unies. Pour certaines ONG (organisations non gouvernementales), dix ans n'y suffiront pas. Tout le monde joue les Cassandre. Avec parfois, cependant, la volonté de tordre le cou à quelques idées reçues.

Ainsi l'association française Solidarités, qui a envoyé des volontaires en Indonésie et au Sri Lanka, plaide pour que ses « *programmes répondent aux besoins immédiats des populations affectées dans des zones côtières et rurales* ». Et elle ajoute : « *Nous sommes simultanément dans la post-urgence et la reconstruction, et cela demande du temps pour atteindre l'autonomie des populations.* »

En France, par exemple, note Solidarités, « *81 % des Français s'intéressent toujours au tsunami* », mais « *78 % d'entre eux se considèrent mal informés sur les actions de reconstruction* ». Avec tout le cortège de suspensions que cela implique. A com-

mencer par la corruption. A Aceh, malgré la mise en place d'une commission spéciale chargée des dérapages, plus de 122 millions de dollars d'aides viennent de partir en fumée, dénonce un groupe de parlementaires indonésiens. Impossible de savoir comment et où cet argent a disparu. Mais, reconnaît la Banque mondiale, cette corruption « *reste l'un des principaux défis auxquels doivent faire face les responsables de la reconstruction et l'un des plus gros obstacles à l'accélération du chantier* ».

Pour tenter de l'expliquer, elle relève « *l'énorme complexité logistique des réseaux d'aide, les goulets d'étranglement dans la machine du gouvernement et les déficiences des autorités locales* ».

Quant à la lenteur du processus, elle « *reflète aussi le fait que de nombreuses organisations viennent seulement de recevoir le feu vert de leurs autorités respectives pour dépenser l'argent qu'on leur a promis en janvier* ». Cela paraîtra un artifice à de nombreux observateurs. Cependant, la Banque mondiale touche du doigt un vrai problème.

L'Indonésie répugne à lâcher du lest à une province dont une partie de la population revendique l'indépendance les armes à la main. Or le rôle du gouvernement local est essentiel pour mener à bien la reconstruction. Il passe par une plus grande autonomie des autorités sur place. Trois chiffres devraient plaider en leur faveur. Hors production de gaz et de pétrole, le raz-de-marée va coûter à Aceh 20 % de son PIB (produit intérieur brut) cette année, le taux de chômage va bondir de 9,3 % à 27,5 % et 600 000 personnes supplémentaires passeront sous le seuil de pauvreté.